Première Année. — N° 10. 28 JUIN 1879.

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 50
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

pour la propagande socialiste-révolutionnaire.

Reçu: *Trois citoyens de Leipzig, 30 fr. — Avec les quatre premières listes (712 fr. 50 c.) 742 fr. 50 c.*

LE DROIT D'ASILE

—

Nous trouvons dans le *National Suisse* quelques extraits du rapport présenté au Conseil des Etats sur la gestion du Conseil fédéral. Ils sont très curieux à lire. Les voici :

„ A la suite des mesures sévères qui ont été prises à l'étranger contre les socialistes, l'année 1878 s'est signalée par une augmentation des réfugiés politiques. Si le Conseil fédéral, sans porter atteinte à leur droit d'asile en général, a cru devoir intervenir contre des excès qui étaient de nature à troubler les bonnes relations avec les Etats voisins, et s'il fait, à cette occasion, mention du procès de l'Avant-Garde, la Commission ne peut qu'approuver cette marche, et elle a la conviction que la population partage cette manière de voir. "

. . . . . .

„A diverses reprises, dans le cours des temps, la Suisse a donné asile à des personnes poursuivies pour motifs politiques. Jusqu'à ces dernières années, la cause de ces poursuites avait plutôt trait à des divergences de vues au sujet de la forme extérieure du gouvernement, monarchie ou république. Mais, peu à peu, nous sommes témoins d'une immigration dont le programme cherche à mettre en question les bases mêmes de l'Etat moderne; elle met en avant une nouvelle théorie économique, d'après laquelle la propriété individuelle doit être supprimée et faire place au collectivisme; le droit d'héritage serait aboli et, pour quelques extravagants, la famille aussi.

„Ce sont là des buts pour la réalisation desquels on a fréquemment, dans d'autres pays, cherché à semer la haine entre les diverses classes de la population. Jusqu'à quel point la propagation d'idées de ce genre, qui pourraient se trouver tentées de se servir pour cela de nos institutions républicaines, est-elle considérée aussi comme inoffensive dans les Etats voisins, c'est ce que nous ne sommes pas à même de décider.

„Mais le point sur lequel il ne peut exister aucun doute, c'est que nous n'avons pas de motif de traiter cette matière avec trop de légèreté. En effet, ces bases de l'Etat, que la nouvelle théorie économique voudrait saper, ce sont aussi celles de notre patrie, et nous ne voyons absolument aucun motif pour que notre sol soit précisément le chantier sur lequel ces instruments de destruction se fabriqueraient avec la protection de l'autorité, puisque ces instruments sont aussi dirigés contre notre pays. Nous espérons donc que le Conseil fédéral continuera à avoir l'œil ouvert sur cette matière, et qu'il n'oubliera pas qu'une partie notable de notre population ne voit ces étrangers qu'avec une défiance mal dissimulée."

On voit que la Commission qui a rédigé ce rapport y traite le *Droit d'asile* de curieuse manière, en même temps que la langue française d'une étrange façon.

D'abord, la Commission eut été bien aimable de nous dire, si au cours de l'année 1878, l'*augmentation des réfugiés* s'est faite en long, en haut, ou en large? et, nous lui demanderons ensuite, si elle est bien certaine que l'on soit intervenu contre les prétendus *excès* qui ont été commis? ou bien contre *ceux* qui en ont été regardés comme les auteurs?

La Commission se flatte, si elle pense que la population passera comme elle une éponge facile sur les maladresses du Conseil fédéral! Vienne le jour de payer la carte, de 7000 francs environ, et la Commission s'apercevra que la population désapprouve le *procès* de l'*Avant-Garde* et réprouve la *suppression violente* de ce journal, suppression dont on se garde, et pour cause, de parler.

J'arrive enfin à la théorie émise par la Commission en matière de Droit d'Asile. Voici en quoi se résume son raisonnement :

« Quand il nous arrivait des proscrits purement politiques, préoccupés seulement de la forme des gouvernements, fussent-il même des prétendants comme Louis Napoléon Bonaparte, ou des traîtres comme Bazaine, nous les accueillions les bras ouverts. C'étaient des nôtres. Mais maintenant, ceux qui immigrent approuvent les tentatives d'insurrection faites par des ouvriers pour s'émanciper de l'oppression économique, sympathisent avec des ouvriers qui tirent sur des rois en voulant frapper en eux la personnification de l'exploitation, mettent en question les bases mêmes de l'Etat moderne; ce sont des socialistes ou des républicains socialistes. Le Conseil fédéral doit avoir l'œil ouvert (traduisez: le bras levé) sur ces gens-là. Voici Bazaine; nous lui tendons les bras avec le sourire aux lèvres! Voici un travailleur qui pâlit sur sa besogne; nous l'abordons en uniforme de police, l'œil défiant. »

Cette théorie, on le voit, est la négation du *droit d'asile*. Quand elle sera acceptée, et elle est en train de l'être, ce *droit* n'appartiendra plus à l'ensemble de la population suisse, ouvriers et bourgeois, politiqueurs et internationaux, mais seulement aux classes dirigeantes. On ne recevra plus, en effet, les *proscrits politiques*, mais les amis, républicains ou monarchistes, de Messieurs Nos Gouvernants.

Ceci n'est plus le *Droit d'Asile*, droit qui meurt s'il devient exclusif, mais une simple politesse organisée entre partis bourgeois.

Où vas-tu, libre Suisse!

On sait que l'avocat M. Reichel a présenté à l'Assemblée fédérale un recours contre l'expulsion de M. Gehlsen. Comme l'affaire faisait du bruit, et que quelques députés se proposaient de soulever une discussion, le Conseil National s'est tiré d'affaire d'une manière toute malicieuse. *Il a ajourné la discussion du recours au mois de décembre*, espérant que d'ici là l'affaire serait totalement oubliée.

C'est comme cela qu'on gouverne!

MOUVEMENT SOCIAL

France

—

La nouvelle du jour, c'est la mort de Loulou. Croyant gagner des lauriers à bon marché, il est allé faire montre de sa personne chez les Zoulous. Mais ce brave petit peuple sait défendre son indépendance et son sol: armés de misérables lances, les guerriers Zoulous savent parfois inspirer la frayeur aux Anglais, armés jusqu'aux dents. Ils exterminent, sans distinction de rangs, ces envahisseurs blancs; et Loulou n'ayant pas su lestement sauter en selle lors d'un sauve-qui-peut de son détachement, ils l'ont tué, comme ils tuent tout être nuisible qui se trouve à la portée de leurs lances.

Très bien. Mais là-dessus grand vacarme dans les journaux. C'est à vous donner le dégoût de la presse, lorsque vous lisez ces colonnes remplies de télégrammes qui vous renseignent sur chaque pas de la bande des décembriseurs, et ne font que leur redonner de l'importance. Quant aux apitoyements sur le sort de la soi-disant « malheureuse mère », ils nous font faire de tristes réflexions. Décidément, le servilisme envers les têtes couronnées a rongé jusqu'à la moelle des os cette génération de la bourgeoisie. Quel malheur qu'on ne puisse pas les envoyer en bloc chez les Zoulous, faire étude d'indépendance!

Laissez donc madame Bonaparte à ses Rouher! Dites-nous plutôt si les mères de ces ouvriers qui viennent de périr au Gothard, auront demain une croûte de pain, arrosée de larmes, pour toute nourriture.

Notre ami Costa vient d'être mis en liberté.

On se souvient qu'au mois d'avril 1878, il fut arrêté à Paris, le jour même qu'il allait partir tout tranquillement pour l'Italie. Le 4 mai, il passa devant un tribunal correctionnel, accusé: d'appartenir à l'Internationale et d'en propager les principes, — ce que Costa ne nia certainement pas, — et d'avoir cherché à créer en France une organisation internationale, — une accusation que le procureur-général ne sut soutenir qu'en produisant deux abonnements à l'*Avant-Garde*, trouvés sur Costa.

Il fut condamné à deux ans de prison; Pédoussaut, arrêté en même temps, à treize mois. Malgré tout l'absurde de cette condamnation, il ne se trouva en France que trois journaux, la *Révolution*, la *Commune libre* et le *Prolétaire*, qui, lorsqu'on parlait d'amnistie, se souvinrent de Costa et d'autres internationaux, détenus encore sous les verroux en vertu de la célèbre

loi Dufaure. Les socialistes français feront bien de prendre note de ce fait.

Le 5 juin, Costa fut amnistié par décret présidentiel, alors qu'il ne lui restait à faire que cinq mois de prison (il faisait sa prison en cellule), — mais « sous condition d'être expulsé immédiatement. »

C'est alors que commence une série d'iniquités. Jugez-en de vous même.

Notons d'abord en passant que le juge d'instruction, M. Ferey (opportuniste-bonapartiste ?), commença par enlever à Costa ses quelques livres et sa montre, « pour les vendre aux enchères, afin de couvrir les frais du procès » ; il garda aussi tout ce que Costa avait écrit en prison, prétextant que l'écriture est trop fine et trop serrée, pour que lui, l'illettré M. Ferey, se donne la peine de lire tous ces papiers avant de les rendre. Inutile de dire que M. Ferey garda aussi les cent francs trouvés sur Costa lors de son arrestation.

Il lui refusa aussi l'autorisation d'aller, (accompagné au besoin de sergents), voir à Paris quelques amis que le visitaient en prison ; Costa fut immédiatement transféré au dépôt de police. Là, dans un de ces infâmes taudis qui feraient honte même au gouvernement russe, il fut gardé pendant quatre jours, avant d'être dirigé sur la frontière.

Costa avait demandé d'être dirigé sur Genève, mais ce fut refusé; on lui répondit qu'il allait être dirigé sur la frontière allemande !

Tant que Costa avait été *prévenu* et *détenu*, on ne lui avait jamais mis les menottes. Maintenant, pour lui faire goûter toutes les saveurs d'une *amnistie grévyste*, on lui mit les menottes. Un convoi d'escrocs et de voleurs allemands et hongrois, dirigés aussi sur la frontière, ayant été formé, Costa se vit, les menottes aux mains, attaché à un voleur, et mené ainsi à la gare de l'Est.

Là, il fut enfermé dans une de ces abominables machines, qu'on nomme wagons cellulaires, — un wagon divisé en 16 petites cellules dans lesquelles on reste assis sans pouvoir bouger, étouffant dans cette cage de fer chauffée par le soleil brûlant comme la lame d'un forgeron. Costa décrit un arrêt de sept heures à Clairvaux, sous le soleil brûlant, comme une des plus affreuses tortures. A Vezoul, il n'en pouvait plus ; parti de Paris tout malade après avoir eu la poitrine attaquée en prison, il ne pouvait plus respirer dans cette machine infernale, dont tous les orifices furent fermés à la tombée de la nuit. On lui fit « la grâce » de l'envoyer coucher en prison, pour continuer l'affreux voyage le lendemain. Enfin, à Delle, il sortit de la prison ambulante sur le sol Suisse.

Voilà ce qui se nomme en français-grévyste — *rendre la liberté*. Nous signalons ces procédés honteux à l'indignation des ouvriers de la France.

Italie

—

Le second procès des bombes.

Le second procès de Florence se termina par une nouvelle infâmie de la bourgeoisie italienne ; elle n'est pas la première et ne sera pas la dernière.

La conduite scandaleuse de la magistrature florentine dans ce procès a révolté tous, excepté la presse soudoyée et les agents de police, chargés d'assister en bourgeois aux débats, pour diriger la soi-disant opinion publique. Fait significatif : la *Persévérance* de Milan, organe conservateur acharné, a été forcée d'avouer que dans ce procès, « la Suburra (la prostitution) a envahi le Palatin. »

Nous avons assisté à des choses que l'on aurait cru impossibles même en Russie.

Le Ministère public et le Président ont forcé le témoin Scacciati, en le menaçant de la prison, de dire qu'il avait vu un individu qui fuiait après que la bombe eut éclaté, et que cet individu était le prévenu Batacchi. Presque tous les témoins de la défense furent emprisonnés, pour la durée des débats, pour causes jusqu'à présent inconnues, mais *indépendantes du procès* ; deux d'entre eux ont affirmé que le témoin à la charge, Rosai, avait été appelé à la questure, où on lui avait promis de lui ôter son admonition s'il témoignait contre les prévenus.

Les témoins à la charge sont presque tous des agents de police, des mouchards déguisés en socialistes (Mannelli et Maggini surtout), ou des forçats, condamnés pour vols ; ils avaient été transportés pour la circonstance dans les prisons préventives, où l'on détenait les prévenus, spécialement pour raconter au tribunal des aveux imaginaires. Nous avons entendu un de ces témoins, *condamné déjà huit fois pour vol*, quoiqu'il ne soit âgé que de 20 ans, dire (ou répéter) : « Moi, quand je sors de la prison, je suis respecté par tout le monde, mais ces gens-là, on les méprise !... »

L'attitude des prévenus a été magnifique. Batacchi, Scarlatti (jeune paysan de 23 ans qui avec une aisance, une éloquence et même une érudition qu'on aurait eu de la peine à trouver chez beaucoup d'avocats, a réfuté toutes les divagations de l'accusation et a accablé les avocats de la partie civile payés par le gouvernement, qui insultaient avec grossièreté les prévenus), Natta Agénore et Vannini (qui fut très-émouvant), en se défendant de l'infâme accusation, ont eu bien soin de défendre surtout l'Internationale sur laquelle on a voulu coûte qui coûte faire tomber toute la responsabilité.

Les avocats ont réfuté heureusement toutes les argumentations de la partie civile et du Ministère public, et ils ont réussi à démontrer jusqu'à l'évidence que la police et la magistrature avaient pris au hasard les prévenus parmi les nombreux emprisonnés et avaient *recruté*, n'importe où, les témoins. C'est, en effet, la vérité. Néanmoins une condamnation a eu lieu : *Batacchi* a été condamné à la détention perpétuelle ; *Scarlatti*, *Natta* et *Vannini* à 10 ans de travaux forcés ; *Borsi*, *Bonti* et *Nencioni* à 19 ans ; pour *Marchini* et *Sicuteri* le Ministère public lui même a demandé l'acquittement.

Nous nous abstenons de tout commentaire sur ce verdict, car on sait qu'en Italie personne ne peut assister au tirage des jurés, et que le *sort* devient *choix* dans les mains des habiles. Du reste nous savons assez quelles influences furent mises en jeu lors du procès de Bénévent pour influencer le jury.

Voilà sept nouvelles victimes de la bombe ; voilà sept malheureux arrachés à la société, voilà sept familles plongées dans le deuil et dans la misère ! Vannini parait-il, a une femme et cinq enfants.

L'opinion publique est unanime à dire que dans ce procès on a condamné, sous la pression gouvernementale, sept internationaux, mais non pas ceux qui avaient jeté la bombe.

—

Affaire de Calatabiano.

Les journaux italiens nous apportent des détails sur l'affaire de Calatabiano. Les faits sont beaucoup plus révoltants qu'il ne le paraissaient d'après les télégrammes, en sorte que même les journaux bourgeois sont indignés par la conduite des autorités. *La Ragione* de Milan du 20 juin dit :— « Nous sommes en présence d'un fait attroce... qui ne cessera de crier *vengeance* devant l'humanité et la justice, foulées aux pieds encore une fois par les agents brutaux (*bestiali*) d'un gouvernement qui, perdant toute autorité et tout respect, ne sait régner que par la violence et le sang. »

Voici les faits, tels qu'il sont racontés par la *Ragione*, le *Secolo* et la *Capitale* :

Le 8, le peuple le plus pauvre de Calatabiano (petite ville de 3500 habitants, en Catane, Sicile), hommes et femmes, formèrent un rassemblement sur la place publique, pour protester contre le nouvel impôt communal sur les poules. Ils allèrent trouver le syndic et lui dire que le pain était cher et que les impôts de l'Etat et des communes étaient si insupportables qu'il voulaient avoir les rôles des impôts pour les détruire. Le syndic, après avoir hésité un moment, consentit à livrer les rôles, dès que la foule lui eut promis de lui appliquer une verte bastonnade en cas de refus.

Tous se rendirent donc à la maison commune, et comme le syndic s'excusait d'avoir oublié les clefs, la foule enfonça les portes. Toute la paperasse fut enlevée et brûlée sur la place. Les femmes excitaient leurs hommes.

Le feu de joie brûlé, tous se rendaient paisiblement chez eux, lorsque la troupe, mandée télégraphiquement par le syndic, arriva tout à coup. Alors le peuple se réunit de nouveau, se rendit au local d'une société ouvrière, dont il força les membres à se rallier à l'attroupement, et drapeau national en tête, la foule se groupa sur la place. Lorsque la troupe approcha, le peuple criait : *vive le roi, vive l'armée !* — un de ces cris si fréquents dans les insurrections populaires, lancés par les insurgés pour montrer qu'ils ne sont pas des malfaiteurs, mais d'honnêtes gens qui font un acte de justice (on sait que lorsque les châteaux brûlèrent en 1789, le même cri se faisait entendre). Alors un agent municipal se précipite dans la foule pour arracher le drapeau. Ce fut le signal de la bataille. Le peuple défend son drapeau ; une lutte s'engage ; la troupe fait feu. La sublime canaille tient bon et répond par une grêle de pierres. Les soldats tirent alors à bout portant, tirent sur les balcons, dans les fenêtres des maisons voisines, chargent la foule à la bayonnette ; tuent et percent hommes, femmes et enfants ; cependant, ils ne parviennent à disperser l'attroupement qu'en laissant sur place cinq tués. Le peuple compte 18 morts et plus de 60 blessés, dont plusieurs femmes et enfants. Maintenant, les arrestations se font en masse. Le peuple quitte les villages et gagne la montagne.

La Ragione a raison : il est évident qu'un pareil carnage excitera à la vengeance. — Mais, à qui la faute ?

Allemagne

(suite)

—

De son côté le journal socialiste allemand la *Freiheit* (La Liberté), créé par Most quelques jours après son arrivée à Londres, mène une campagne active pour réveiller le sentiment révolutionnaire chez les ouvriers allemands et secouer la torpeur dans laquelle le parti est tombé.

Les éditeurs de la *Freiheit* ne veulent nullement partager l'opinion de Liebknecht, d'après laquelle les démocrates-socialistes devaient, ou bien faire un soulèvement général après la promulgation de la loi, ou bien se soumettre complètement. Entre ces deux extrêmes, disent-ils, il reste encore beaucoup à faire. C'est de travailler malgré toutes les persécutions, de créer une organisation secrète, de publier et de faire circuler les journaux clandestins ; de repousser l'alliance avec des partis bourgeois, incapables de rien faire, mais au contraire de « prêcher la *haine* la plus implacable contre cette bourgeoisie, et de défendre à tout prix la constitution indépendante des forces ouvrières. Le reste, c'est à dire les préparatifs nécessaires pour une banqueroute complète de l'Etat, — c'est la réaction elle-même qui s'en chargera. »

Il ne s'agit pas de faire « un soulèvement général, » — dit la *Freiheit* dans un autre article — il s'agit de travailler de toutes ses forces jour et nuit... « Il est vrai qu'il y a des ouvriers qui, suivant les penchants de leur cœur, accomplissent leur devoir ; mais, à en juger d'après les renseignements qui nous parviennent, ce n'est pas le cas pour ceux qui, grâce à leurs capacités et à leur position, devraient agir le plus. A part quelques rares exceptions, ces messieurs s'occupent à *peser* les circonstances ; ils trouvent tout naturel de se reposer sur leurs « lauriers », de fabriquer de la maculature et d'attendre le jour où le bourgeois sera

assez gentil pour envisager la démocratie sociale comme inoffensive et pour arrêter le gouvernement dans sa chasse au socialisme. »

Il est évident que le langage de la *Freiheit* et sa rébellion ouverte contre le mot d'ordre qui disait *soumission*, a provoqué la réprobation de certains ex-chefs du parti. « Les Olympiens—dit la *Freiheit* — ont fait gronder leurs tonnerres de derrière les coulisses, comme si la loi d'octobre les obligeait formellement à se faire censeurs volontaires et persécuteurs de journaux . » Mais le langage virile de la *Liberté* et ses idées semblent trouver écho. Le journal continue à paraître une fois pas semaine, et la rédaction publie nombre de lettres d'adhésion arrivant de tous les côtés de l'Allemagne, ainsi que des Allemands résidant à Bruxelles et à Paris.

Tous ces faits que notre format restreint nous oblige à énumérer trop brièvement, prouvent une chose: c'est qu'aujourd'hui il se forme déjà en Allemagne un parti qui entrevoit la nécessité de déplacer son activité: d'abandonner la voie du parlementarisme et de « l'agitation pacifique » pour se placer sur un terrain « *illégal* », qui nécessairement aboutira à la voie révolutionnaire; tandis que les anciens, amoureux du parlementarisme et du terrain légal, qu'ils ont défendu si longtemps contre toutes les attaques, s'acharnent à persister dans cette voie et font tous les efforts pour empêcher la création d'une nouvelle fraction.

Le programme de cette nouvelle fraction est encore un peu vague. Elle n'a formulé qu'une seule décision, celle de former des organisations secrètes. Mais il est évident qu'elle sera amenée fatalement à deux choses: d'abord, à moins se préoccuper de *politique* courante pour concentrer ses efforts sur la révolution économique qui se prépare en Europe; et ensuite, à chercher dans l'*insurrection*, qui n'aurait pour résultat immédiat que la réalisation partielle, locale et temporaire de l'idéal socialiste, un moyen de faire une large propagande des principes, et de préparer, par l'ébranlement de la machine Etatiste et par l'éveil donné aux idées, la possibilité et l'efficacité de la révolution qui s'approche à grands pas. Cette évolution dans le parti est inévitable, nécessaire. Et une fois dans cette voie, les hommes intelligents du parti comprendront bientôt l'impossibilité d'arriver à la réalisation de l'idéal socialiste par la voie gouvernementale ; ils comprendront l'incompatibilité de l'*Etat*, sous tous ses aspects, avec la *liberté*; ils comprendront que jamais *la révolution sociale*, le *fait* révolutionnaire *social*, ne se produiront de haut en bas, du centre à la périphérie; et ils chercheront dans l'autonomie des communes et des groupes le point de départ de la révolution, ainsi que la base d'une organisation plus rationnelle de la société humaine.

(La fin au prochain numéro.)

Russie

—

Nous avons sous les yeux toute une collection de numéros de la « *Terre et Liberté!* » *(Zemlia i Volia!)*, organe des socialistes-révolutionnaires russes, publié clandestinement en Russie. Nous feuilletons ces grandes pages, remplies de caractères serrés, qui donnent dans chaque numéro la matière de plusieurs feuilles imprimées, remplies de renseignements venus de tous les côtés de la Russie; et à chaque page, à chaque ligne, à chaque petit détail de luxe typographique, nous nous retraçons dans l'esprit les difficultés presque inimaginables, contre lesquelles nos amis russes doivent lutter de jour en jour, pour faire paraître leur organe. Car, voilà plus de deux ans que l'*Imprimerie Libre* fonctionne dans un pays qui est en état de siège permanent, sous les yeux des dizaines de mille de limiers, policiers et portiers-mouchards qui tous la cherchent et savent que celui qui la découvrirait, deviendrait riche pour toute sa vie. Et elle existe, malgré toutes ces recherches! Qu'on se représente seulement toutes les difficultés que la publication d'un journal entraîne, et l'on comprendra, quel admirable talent d'organisation, quelle adresse et surtout quel dévouement ont dû être mis en jeu pour mener une pareille entreprise.

Qu'on se souvienne aussi que toute participation au journal, une fois découverte, serait payée par un mort presque certaine, car la réclusion dans une prison centrale — c'est bien la mort pour la moitié des détenus.

Non contents de faire paraître une fois par mois une revue de 16 à 24 pages in-quarto, les révolutionnaires russes publient encore un *Bulletin (Listok) de la* Terre et Liberté !, demi-format, qui traite des questions du moment. Ainsi, *quatre jours* après l'attentat de Solovieff, pendant que la police fouillait toutes les maisons, surveillait chaque passant et faisait des arrestations en masse, le *Bulletin* paraissait, racontait les faits et exposait, dans un excellent article de fond, comment l'attentat fut une suite nécessaire de toutes les misères de ce règne. Et deux jours plus tard, paraissait le numéro 5 de la revue, contenant 16 pages (une centaine de pages octavo) tout aussi bien rédigé et imprimé que s'il eût été publié rue d'Aboukir à Paris, ou Strand à Londres.

Chaque numéro du journal contient des renseignements précieux sur ce qui se passe en Russie. Ainsi, nous trouvons dans les numéros que nous avons en mains, des détails sur le jugement de Kovalsky à Odessa et sur l'état de la ville en ce moment; des correspondances sur les troubles chez les cosaques du Don (qui refusent obstinément toute intervention de l'Etat et des Assemblées provinciales dans la gestion de leurs affaires intérieures); des documents officiels secrets, mis au pilori par le terrible journal clandestin; des détails sur les émeutes et les persécutions des étudiants, et sur la tentative de libérer Voïnaralsky, enfin des récits complets sur les grèves à Pétersbourg, etc...., sans parler d'un article économique, très-élaboré, sur le budget de l'Empire, lequel est mis à l'étude dans deux numéros.

La chronique des arrestations occupe une large place sur la dernière page: le martyrologe des socialistes russes ne s'interrompt jamais.

Vu l'inertie des libéraux, le journal se voit même obligé de reproduire les adresses présentées au tsar par quelques assemblées provinciales, de polémiser avec et de les réduire à leur juste valeur (au fond, leur idée est celle-ci: « donnez-nous les garanties constitutionnelles, et nous nous chargeons de museler ces socialistes »).

—

Les articles de fond, sur les régicides, sur les organisations ouvrières socialistes (qui se forment déjà dans les grandes villes de la Russie), et sur la terreur dans les campagnes, s'accentuent de plus en plus et prennent avec chaque numéro un caractère de plus en plus révolutionnaire. L'espace nous manque pour reproduire des passages de l'excellent article sur l'attentat de Solovieff (numéro 4 du *Bulletin*), lequel résume sur quelques pages l'histoire de la Russie pendant le règne d'Alexandre II et sa position actuelle. Mais nous ne voulons pas passer sous silence l'article de fond du numéro 5, puis qu'il nous semble qu'il va inaugurer une nouvelle voie dans l'activité des révolutionnaires russes. Voici, en quelques mots seulement, un résumé de cet article:

Jusqu'àprésent, la grande masse du peuple russe, les paysans, reste encore inerte: elle ne bouge pas. Nous savons cependant qu'à travers toute l'histoire de l'Etat russe, le paysan n'a jamais cessé de faire opposition à cet Etat, soit par des soulèvements, soit — le plus souvent — en opposant à toutes les mesures gouvernementales sa résistance passive.

Le paysan sait très bien ce qu'il veut. Il veut avoir tout ce sol qu'il considère à juste titre comme appartenant à lui, et non au seigneur ou à l'Etat. Il veut sa *complète* autonomie communale et la liberté de se fédérer avec d'autres communes; il veut la liberté *complète* de la parole et de la conscience; et il comprend toutes ces libertés beaucoup plus largement que la classe soi-disant instruite.

Les socialistes, lorsqu'ils allaient dans les villages, se sont toujours bornés jusqu'à présent à exposer au paysan leur idéal socialiste et anarchiste. Le paysan les comprenait vaguement; il sentait le vrai, mais immédiatement il se demandait, quelle serait donc la force qui lui aiderait à réaliser ce meilleur avenir? Et le propagandiste, en détruisant ses dernières illusions, ne lui montrait pas cette nouvelle force capable de l'émanciper. C'est peu de dire: organisez-vous ! Il faut montrer au paysan qu'une organisation existe déjà pour la défense de ses intérêts, et que cette organisation est bien une force réelle, une force d'*action* surtout.

Donc, une certaine partie des socialistes doit se fixer dans les villages, y défendre énergiquement tous les intérêts des paysans, soutenir leur mécontentement et, lorsque l'effervescence populaire amène des dragonnades, ou des poursuites, comme cela arrive à chaque instant en Russie,—non seulement en subir les conséquences, mais, si possible, organiser la résistance armée, ou du moins venger le paysan. Des bandes armées pourraient tomber sur les troupes qui reviennent, fières d'avoir « rétabli l'ordre ». Des vengeurs devraient exécuter les fauteurs des dragonnades et les préfets trop prompts à faire appel à la troupe, ainsi que les propriétaires et les exploiteurs les plus détestés. Les paysans verraient alors qu'il existe une force, sur laquelle ils peuvent compter. Ce serait un premier pas pour préparer la révolution et une condition essentielle pour le succès d'un soulèvement des paysans.

Voilà, en deux mots, l'idée de cet article.

Il est évident que si les socialistes russes mettent ce mode d'action en pratique avec le même talent d'organisation et la même tenacité dont ils ont fait preuve jusqu'aujourd'hui, ils parviendront bientôt à produire une effervescence populaire et une série de soulèvements qui, dans la période que traverse maintenant la Russie, auront des conséquences de la plus grande importance. Au lieu d'un simple changement de gouvernement, nous verrons en Russie une révolution.

—

Nous avons maintenant un compte-rendu détaillé du procès de Solovieff. L'accusé, au dire même des correspondants bourgeois, a gagné toutes les sympathies du public; et en effet, nous voyons se dérouler devant nous, dans ses dépositions, toute la vie d'un socialiste révolutionnaire russe, toute de dévouement et de travail continu, toute d'amour pour son peuple qu'il cherche à émanciper.

Ce procès est si intéressant qu'il sera publié dans quelques jours sous forme de brochure, que nos abonnés recevront comme supplément au journal.

Suisse

—

Le 16, notre ami Brousse a été mis en liberté, et le Conseil fédéral n'a pas manqué de faire de nouveau un de ces actes qui soulèvent l'indignation des républicains sincères.

Le gouvernement de Neuchâtel avait demandé au Conseil fédéral qu'il donne à Brousse l'autorisation de rester en Suisse une quinzaine de jours après être sorti de prison. La demande était appuyée par cette considération: vu le bruit produit par l'affaire de l'*Avant-Garde*, il se pouvait que les mouchards français, allemands et autres se mettent à suivre Brousse, et que les gouvernements voisins le fassent arrêter dès qu'il mettrait les pieds sur leur territoire. Il fallait donc lui donner le temps pour pouvoir dépister les mouchards. Le gouvernement de Neuchâtel garantissait qu'à l'expiration du terme désigné, Brousse quitterait la Suisse.

Le Conseil fédéral refusa. Et lorsque le gouvernement de Neuchâtel répéta sa démarche, en ne demandant qu'un sursis de 48 heures, le Conseil fédéral refusa une seconde fois. Évi-

demment, il aurait été enchanté si le bannissement eût pu se transformer en une extradition, et si Brousse eût été remis en prison dès ses premiers pas sur un territoire voisin.

Heureusement, les affaires se sont arrangées de manière à ce que Brousse ait pu passer la frontière en sécurité et se transporter sur un sol plus libre que celui de la Suisse, gouvernée par ceux qui siègent aujourd'hui à Berne.

Nous devons ajouter que ces gestes du Conseil fédéral ont soulevé l'indignation de la presse indépendante du pays.

—

Chaux-de-Fonds. — Dans notre dernière correspondance nous avons promis de dire comment, dans notre opinion, l'on devrait s'y prendre pour combattre efficacement les effets de la crise. C'est ce que nous venons faire aujourd'hui.

Demandons-nous d'abord d'où vient le mal? La cause reconnue, nous saurons tout naturellement le remède.

La crise provient, — personne n'en doute plus, — d'un engorgement du marché, c'est-à-dire d'un excès de marchandises dans les endroits où l'on envoie les montres pour être vendues au public; autrement dit, la crise provient de ce que l'on fabrique une quantité de montres trop forte, relativement à la quantité qu'on peut vendre; c'est pourquoi la crise se prolonge et menace même de ne plus finir. La fabrique d'horlogerie a déjà eu à subir autrefois des périodes, durant lesquelles les commandes de l'étranger n'arrivaient pas ou n'arrivaient que très rarement, parce que l'on s'était livré à une production supérieure à celle de la consommation. Mais, comme on avait des chances d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'écoulement du trop-plein, et que la fabrication des montres n'avait pas pris l'extension que nous lui voyons de nos jours, — au bout d'un certain temps de ralentissement dans la production, le stock s'écoulait, les commandes revenaient mettre en activité les bras des ouvriers, l'abondance renaissait et l'on pouvait dire que la crise a pris fin.

Pouvons-nous, comme beaucoup le pensent encore, espérer que maintenant les choses se passeront encore comme autrefois? — Evidemment non; le temps où l'on pouvait dire, en poussant un soupir de soulagement: « l'Amérique a *repiqué* », est passé, bien passé.

Si beaucoup d'ouvriers se font encore des illusions sur la situation présente et à venir, beaucoup de fabricants et en général tous les bourgeois qui réfléchissent ne s'en font plus; aussi s'en vont-ils disant que la crise ne comporte pas de remède, qu'elle se prolongera ainsi avec plus ou moins d'intensité et que, puisque c'est une fatalité, il faut savoir se résigner sans murmurer.

Nous autres, ouvriers socialistes, nous n'acceptons pas ce jugement sans l'examiner comme beaucoup trop d'ouvriers, hélas! le font, et nous nous demandons ce qu'il vaut. Nous affirmons hautement que tout mal dont on connaît la cause, comporte un remède. Et en effet, puisque nous savons, que c'est ensuite d'un excès de production que nous souffrons de la crise, alors ne saute-t-il pas aux yeux que pour y mettre fin, il faut moins produire, moins fabriquer.

Nous entendons déjà les gens s'écrier contre une affirmation semblable. Comment! diront-ils: on souffre parce que l'ouvrage manque, et le remède serait de moins travailler encore? Cependant, si contradictoire que cela paraisse, c'est là le moyen radical de couper le mal dans sa racine.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée: car nous n'entendons pas par là que le sort de ceux qui n'ont pas de travail aujourd'hui, ou de ceux qui n'en ont que juste pour gagner leur vie en se privant de beaucoup de choses nécessaires, en soit aggravé. Nous voulons au contraire que le travail et l'abondance soient assurés à tous, et voici le procédé aussi simple que nouveau, que nous croyons nécessaire pour atteindre le but.

D'où vient que l'on puisse donner à l'industrie une extension telle que la somme totale des produits créés soit de beaucoup supérieure à celle de l'ensemble des besoins? — Cela provient de ce que le capitaliste, chef d'une entreprise industrielle, n'est limité dans sa liberté d'étendre sa fabrication que par la capacité de son capital. Or, comme actuellement le capital a pris un tel développement qu'il y en a toujours en quête de placements avantageux, — dès qu'il se rencontre une industrie florissante, il se présente pour l'exploitation de cette industrie des capitaux toujours plus nombreux et plus puissants qui rivalisent tous pour s'attirer à eux la plus grande somme de bénéfices à retirer de cette exploitation. Et au bout d'un certain temps de cette concurrence, le nombre des ouvriers et des moyens mécaniques mis en œuvre, ont acquis une puissance de production capable de mettre au monde une somme de produits dépassant de beaucoup celle qui est nécessaire à la consommation. C'est donc cette *libre concurrence entre capitalistes* qu'il faut réfréner, ou plutôt abolir, pour empêcher qu'on ne produise à l'aventure, sans mesure, sous le tout-puissant empire du désir de faire rapidement fortune. D'ailleurs, qu'on ne dise pas que c'est porter atteinte au principe de la liberté: c'est tout simplement empêcher en matière d'industrie une licence qui n'est que l'oppression du grand nombre au profit de ceux qui sont placés pour pouvoir abuser de la liberté.

Le moyen que nous autres socialistes préconisons pour réglementer la production et la consommation, c'est l'application d'une statistique générale et permanente embrassant toutes les industries. Cette statistique mettra constamment sous les yeux de tous les producteurs, et par conséquent aussi de tous les consommateurs, la quantité de produits, qui se fabriquent régulièrement et la somme de ceux qui s'écoulent. De cette façon l'on aura des données exactes sur la question de savoir si l'on fabrique trop ou trop peu, et si l'on doit tendre à augmenter le nombre des ouvriers qui vont s'engager dans telle ou telle industrie, et le nombre d'ateliers, d'usines et de manufactures que l'on se propose de créer pour produire telle ou telle chose, ou bien, arrêter à temps opportun cette augmentation. En appliquant ce procédé, nous en aurions fini avec les crises. Elle seraient prévues, empêchées avant qu'elles ne se produisent.

Mais, hâtons nous de le dire, un pareil procédé ne peut être appliqué à une organisation sociale pareille à la nôtre; parce qu'avec la liberté qui existe pour l'entrepreneur d'industrie de forcer la production à sa fantaisie, il est évident qu'il dépendrait toujours de sa volonté, de se conformer ou de ne pas se conformer aux indications de la statistique. Ce système ne peut fonctionner que dans une organisation sociale qui aurait pour base le droit reconnu à tous les producteurs intéressés de régulariser la production. Et ce droit, reconnu à tous les producteurs, implique nécessairement que la fabrique ou l'atelier doivent être considérés comme appartenant à tous ceux qui contribuent à les faire fonctionner.

Voilà notre idéal. Mais, nous le reconnaissons, — pour le réaliser il faut que les ouvriers soient capables d'opposer une force suffisante à cette force de résistance que présente l'ensemble des individus intéressés à ce que rien ne soit changé à l'ordre existant. Et il faut pour cela que les idées socialistes aient fait assez de progrès dans les classes ouvrières de tous les pays, pour que, transformant leurs organisations conservatrices actuelles en organisations révolutionnaires, elles entrent résolument en lutte avec le système capitaliste d'aujourd'hui. Une fois dans cette voie, la victoire leur appartiendra puisque, étant déjà le nombre, elles seront aussi la force.

Heureusement ce jour approche; les échos qui nous parviennent un peu de tous les pays, l'indiquent. Mais, en attendant, le temps est aux palliatifs; c'est pourquoi dans notre prochaine correspondance nous examinerons la manière dont le comité de secours en faveur des ouvriers sans travail devrait agir, pour faire quelque chose de réellement utile à la classe ouvrière.

—

On nous prie d'annoncer que les souscriptions organisées par des membres de quelques sections de la Fédération Jurassienne, ont produit jusqu'à présent les sommes suivantes: Berne 6 fr.; Sonvillier, 3 fr.; Genève: 10 fr., 10 fr. et 22 fr. 50 ct. — Total, 52 fr. 50 ct.

Nous recevons, trop tard pour la publier dans ce numéro, une lettre de Victor Cyrille en réponse aux accusations du *Dovere*.

FAITS DIVERS

Les Sinécures. — M. Feer-Herzog, membre du Conseil National, a voyagé à Paris, comme représentant de la Suisse à la conférence monétaire; savez-vous combien il se fait payer ce voyage? — Les journaux bourgeois nous le disent: Premier voyage, 23 jours, à 68 fr. 66 ct. par jour,—1579 francs; second voyage, 40 jours à 62 fr. 14 ct.,—2423 francs; rédaction du rapport, 62 jours à 30 francs,—1860 francs; *total, 5,862 francs*. Cette dépense figure au budget sous le nom significatif de « déchets de fonte » dans le texte français du rapport du Conseil, et des *et cœtera* dans le texte allemand!—Et vous vous étonnerez encore que le Conseil Fédéral se prépare à vous faire payer 60 cent. par livre de thé que vous consommerez! Dès que vous avez des « messieurs » pour vous gouverner, faut bien leur payer du champagne! autrement, ils vont devenir trop méchants envers vous et puis... ils vont vous lâcher un beau jour. Pensez seulement quel malheur!

Les nouveaux canons. — On avait fait des canons qui tiraient à une distance de 9 kilomètres. Mais c'est trop peu: il faut pouvoir bombarder une ville à une distance de cinq lieues. C'est à quoi on travaille aujourd'hui. Les usines de Krupp viennent de fabriquer un canon qui tire — et tire assez bien — à une distance de 24 kilomètres. Cette petite machine pèse 72 tonnes et coûte.... excusez du peu.... 500,000 francs: 166,666 journées de travail à 3 francs la journée, ou bien, près de 550 années, qulque chose comme *une centaine de vies ouvrières*, employées pour fabriquer cinq canons. Pas étonnant que le pain nous manque!

Bibliographie.

—— Nous recevons la première et la seconde livraisons d'une série de brochures à *dix centimes* qui paraissent à Bruxelles le 1 et le 15 de chaque mois sous ce titre: *Questions Sociales à la portée de tous, par Un Homme du Peuple*. La première de ces brochures porte en sous-titre: *Les Gouvernements*, la seconde, *La Société*. Les suivantes seront intitulées: — 3. *La Société devant les tribunaux*; — 4. *La Question Sociale*; — 5. *Il faut bien des riches pour faire aller le commerce!?*—Nous recommandons à nos lecteurs ces brochures, écrites réellement par un homme du peuple, dans un style très compréhensible, et nous souhaitons le meilleur succès à cette nouvelle publication populaire socialiste. Nous nous arrangerons sous peu pour l'avoir en dépôt aux bureaux du *Révolté*. (Dépôt à Paris: Librairie du Progrès, rue Bertin Poirée, 11; à Bruxelles, chez L. Verrycken, rue de l'Etuve, 39).

—— Nous apprenons avec plaisir que notre ami Cafiero vient de préparer un résumé, en italien, de l'ouvrage de Karl Marx: *Le Capital (Il Capitale)*. Ce résumé fera un volume de la *Biblioteca Socialista*, publiée par C. Bignami, Corso Venezia, 5, à Milan. Prix 1 fr.

Pour paraître dans quelques jours: La Police politique fédérale, *second numéro de la* Collection de brochures populaires a un sou.

Genève. — Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.